

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Un point de vue de gauche, réformiste et indépendant

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2100

Edition du
09 novembre 2015

DANS CE NUMÉRO

L'UDC dans tous ses attraits (Jean-Daniel Delley)

La résistible ascension de l'UDC (1/2)

Et voici le programme de stabilisation (Lucien Erard)

Réduction des impôts et programme d'économies, un enchaînement fatal

La culture, une part de bonheur (Yvette Jaggi)

Les activités culturelles contribuent à la qualité de la vie. Confirmation par les chiffres

Multinationales responsables: encourager ou imposer? (Albert Tille)

Le pourquoi d'une initiative populaire lancée par une coalition de 76 organisations

L'UDC dans tous ses attraits

La résistible ascension de l'UDC (1/2)

Jean-Daniel Delley - 06 novembre 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/28374>

Passé le temps des regrets, de l'irritation voire de la désolation, il s'agit maintenant de comprendre le pourquoi de la progression de l'UDC lors des récentes élections fédérales.

Quels segments de l'électorat ce parti a-t-il séduits, avec quels messages répondant à quelles attentes? Les premières enquêtes réalisées après le 18 octobre (gfs.bern, Tamedia) donnent déjà quelques éléments de réponse qui font l'objet de ce premier article. Sur la base de ce diagnostic, nous ébaucherons ensuite les grandes lignes d'une stratégie de riposte.

L'UDC a non seulement étendu son emprise sur le territoire helvétique tout entier; elle est véritablement devenue un parti populaire dans la mesure où elle trouve un écho favorable dans toutes les couches sociales. Autrefois typiquement une formation masculine - membres comme électeurs -, ce parti attire pour la première fois autant de femmes que d'hommes. Protestant de par son implantation historique, l'UDC est maintenant le premier parti des catholiques. Née d'une dissidence d'avec les radicaux pour défendre les intérêts de la paysannerie, elle s'impose dans toutes les catégories professionnelles et à tous les niveaux de revenu. Seule exception, les votants au

bénéfice d'une formation universitaire, auprès desquels le PS obtient le plus fort soutien. Par contre les personnes sans formation et détentrices d'un CFC se rallient à plus de 60% à l'UDC.

La capacité de mobilisation des nationalistes-conservateurs a joué un rôle déterminant puisqu'ils ont obtenu 40% des voix des nouveaux électeurs - ceux qui s'étaient abstenus en 2011 ou n'avaient alors par encore le droit de vote. Ces citoyens devenus actifs représentent, avec la progression du vote féminin en faveur de l'UDC, la principale raison du succès de l'UDC.

D'où vient cette capacité mobilisatrice? Au premier chef, elle résulte de la conjonction des préoccupations prioritaires de l'électorat et des thèmes de prédilection de l'UDC. Cette dernière a bénéficié d'un terrain labouré avec constance depuis des années - les dangers de l'immigration et de l'asile, la menace européenne - et d'une actualité qui paraît lui donner raison - l'impact de la libre circulation sur la démographie helvétique, l'afflux soudain de réfugiés auquel l'Europe est confrontée et qu'elle peine à gérer, la crise de l'euro et la conduite cavalière de Bruxelles à l'égard de la Grèce.

Or, les adversaires de l'UDC

ont délibérément laissé ces terrains en jachère, renforçant ainsi son image d'un parti soucieux des craintes de l'opinion et compétent sur ces dossiers. L'actualité justifiant en quelque sorte les thèmes centraux sans cesse martelés par l'UDC, cette dernière a pu renoncer à son style agressif et jouer une partition modérée, se risquant même dans [la variété pop](#). Ce changement d'attitude lui a certainement valu des suffrages autrefois rebutés par son agressivité.

Pourtant ni l'actualité ni le style ne suffisent à eux seuls à mobiliser l'électorat. Encore faut-il disposer d'une organisation adéquate. Et c'est là le paradoxe: le parti le plus conservateur et qui cultive la nostalgie est aussi le parti le plus moderne. L'UDC dispose d'une structure centrale forte capable d'imposer ses vues aux sections cantonales. Mais il est aussi le mieux implanté localement, multipliant ses «cafés-croissants», autant d'occasion de rencontrer la population. Si les qualités de magistrat d'Ueli Maurer ne sautent pas aux yeux, il faut par contre reconnaître qu'il a su, en tant que président, faire de ce parti une organisation efficace, parcourant sans trêve le pays pour y implanter des sections locales.

Et surtout l'UDC sait habilement se servir des

médias. Faire parler de soi, créer l'événement, les médias seront toujours preneurs. Et si cela ne suffit pas, l'UDC dispose des moyens financiers pour éditer et distribuer un

tous-ménages sur l'ensemble du territoire national. A ce propos, les partis bourgeois – PLR et PDC – en refusant obstinément que soit rendue publique l'origine des

ressources des formations politiques, comme l'exige la gauche, font le jeu de l'UDC, le parti des «*petites gens*», aux finances totalement occultes ([DP 2092](#)).

Et voici le programme de stabilisation

Réduction des impôts et programme d'économies, un enchaînement fatal

Lucien Erard - 09 novembre 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/28384>

Le bon sens politique voudrait qu'un Etat planifie d'abord ses dépenses en fonction des tâches qu'il estime indispensables et détermine ensuite les recettes dont il a besoin pour en assurer le financement.

En Suisse, on inverse cette logique, et donc la démarche. On débat d'abord sur les impôts, qui font l'objet de décisions distinctes de celles concernant les budgets, contrairement à ce qui se passe dans les autres démocraties.

La droite helvétique cherche continuellement à alléger la charge fiscale tandis que la gauche se rend consciemment impopulaire en s'opposant à toute baisse des impôts, pour une raison bien simple et avérée: de telles diminutions entraînent forcément des réductions de dépenses sociales, des budgets de solidarité ainsi que des investissements, indispensables pour l'avenir du pays, mais souvent non directement rentables comme la formation

et la recherche.

Pour preuve de cet enchaînement diabolique: la présentation du nouveau programme dit de stabilisation sur lequel nous revenons plus bas.

Adoptée en votation référendaire, la dernière Réforme de l'imposition des entreprises ([RIE II](#)) a privé les cantons et la Confédération de milliards de francs de recettes en autorisant les entreprises à distribuer leurs bénéfices sous forme de remboursements d'agios, non imposés.

Or, voici que l'on prépare une nouvelle ponction dans les recettes fiscales avec la troisième Réforme de l'imposition des entreprises ([RIE III](#), [DP 2077](#)). Il s'agit pour les cantons d'imposer au même taux les entreprises suisses et les sociétés à statut spécial – holdings, sociétés de domicile – soumises pour l'heure au seul impôt fédéral direct (IFD). Comme on sait, les cantons prévoient de

baisser drastiquement leur taux, pour éviter que lesdites sociétés partent chez le voisin. Cette malsaine concurrence intercantonale pourrait être évitée. A cette fin, il suffirait soit de fixer un taux minimum pour toute la Suisse, soit de soumettre les bénéfices exclusivement à l'IFD, augmenté pour la circonstance et dont les recettes seraient partiellement redistribuées aux cantons.

C'est dans ce contexte d'incertitudes que le Conseil fédéral, tout en taisant les conséquences budgétaires de cette révision – départ à l'étranger de certaines entreprises et versements compensatoires aux cantons – présente un plan d'économies d'un milliard de francs par an, pudiquement dénommé [programme de stabilisation 2017-2019](#). La prévoyance sociale (180 mio), la formation et la recherche (210 mio) ainsi que la coopération au développement (250 mio) contribuent pour près des deux tiers aux réductions prévues.

Ce mode de gestion, dans lequel la politique fiscale feint d'ignorer les besoins de financement pourtant reconnus, conduit notre pays, l'un des plus riches du monde, à vivre dans le besoin. On attire de la main-d'œuvre et des entreprises étrangères, mais on n'a pas de quoi les loger ni les installer. Les infrastructures de transports peinent à s'adapter, les prestations de l'aide sociale sont remises en question, on n'a pas su former le personnel qualifié dont la Suisse a aujourd'hui tant besoin, dans le secteur de la santé publique notamment.

Ce mode de gestion schizophrénique a pourtant été pensé et voulu. Le mécanisme de frein aux dépenses, inscrit dans la Constitution ([art. 126](#)), doit empêcher le Parlement de voter des dépenses qui dépasseraient les recettes prévisibles. Il s'agit, comme le montre l'étude du [professeur Brunetti](#), «*de placer et maintenir les instruments conjoncturels hors de la sphère d'influence politique. [...] Le frein à l'endettement a permis de mettre en place un mécanisme contraignant et fort, qui impose des limites claires aux décisions prises en matière de finances*

publiques.»

C'est ainsi que la droite majoritaire profite de l'inévitable réforme de l'imposition des entreprises à statut spécial pour réduire les impôts, privant ainsi la Confédération – mais aussi les cantons et les communes – d'une partie des ressources dont ces collectivités ont besoin. Et cela sans que l'on sache, programme de stabilisation mis à part, ni quelles dépenses seront réduites, ni quelles tâches ne pourront plus être assumées, ni à quels investissements il faudra renoncer.

La culture, une part de bonheur

Les activités culturelles contribuent à la qualité de la vie. Confirmation par les chiffres

Yvette Jaggi - 08 novembre 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/28380>

Les comptes nationaux, qui suffisent tout au plus à mesurer les performances économiques d'un pays, ignorent tout de la qualité de vie de ses habitants. Cette grave lacune, Joseph Stiglitz et Amartya Sen la dénoncent depuis le siècle dernier.

En 2009, ils ont pu faire ensemble, avec Jean-Pierre Fitoussi, des propositions utiles pour la combler, dans le [rapport final](#) d'une commission mandatée par le président français Nicolas Sarkozy.

Pour refléter les réalités vécues et apprécier les avancées

désirables, la mesure d'un produit intérieur brut (PIB), axé sur la production de biens matériels, devrait être complétée notamment par la prise en compte du patrimoine en plus des revenus et de la consommation et, surtout, assortie d'une batterie d'indicateurs établis dans la perspective des ménages.

Ces repères permettraient d'évaluer les inégalités sociales, la «*soutenabilité*» économique et environnementale, le bien-être objectif et subjectif, en bref la qualité de la vie, actuelle et même future.

S'inspirant de ces propositions, l'OCDE lançait dès 2011, pour ses 36 pays membres, son indice du Bonheur intérieur brut (BIB). [L'instrument](#) se perfectionne au gré des enquêtes et des études comparatives, mais pas au point de permettre un véritable classement international selon le BIB.

Sans surprise toutefois, on constate que la population bénéficie d'un degré de bien-être – et de satisfaction – relativement élevé dans certains pays réputés offrir une bonne qualité de vie: Australie, pays scandinaves, Islande.

Le bonheur suisse

Parmi les pays privilégiés, on trouve évidemment la [Suisse](#) dont la performance globale reste parmi les meilleures, quoique freinée par des faiblesses plus ou moins notoires.

La position moyenne en matière d'éducation est connue, tout comme celle dans le domaine du logement, rare et cher. En revanche, on peut s'étonner de la contre-performance en matière d'engagement civique: la Suisse se classe bonne dernière pour la participation électorale, dont le très faible taux est attribué à la fréquence des consultations aux différents niveaux de l'Etat fédératif. Inversement, la Suisse se retrouve dans le duo de tête pour le niveau de l'emploi et, très important, pour la densité des liens sociaux: 96% des habitants pensent connaître quelqu'un sur qui compter en cas de besoin, taux supérieur à la moyenne de l'OCDE (88%) et proportion la plus élevée parmi les 36 pays membres de cette organisation.

Anticipant sur un indicateur non encore pris en compte par l'OCDE, l'Office fédéral de la statistique (OFS) renouvelle la présentation de son [enquête quinquennale sur les activités culturelles](#) et met ces dernières en relation avec la qualité de la vie. Les données ont été recueillies par téléphone dans le courant de 2013 auprès de 17'000 personnes de 16 ans et plus vivant dans 7'000 ménages. Les principaux

résultats confirment ceux de l'étude similaire faite en 2008.

En bref, les cinémas restent les lieux de spectacle les plus fréquentés (65% des personnes interrogées) tandis que les monuments historiques, les musées, les galeries d'art et les sites archéologiques attirent ensemble presque autant de visiteurs (58%). Les concerts de musiques actuelles accueillent un public nettement plus jeune (44%) que les spectacles de culture classique (41%). Les bibliothèques et les médiathèques ont leurs fidèles (27%) qui leur rendent des visites réelles ou virtuelles pour leurs loisirs - et non dans le cadre de leurs études ou activités professionnelles.

L'analyse des caractères sociodémographiques ne révèle rien de bien nouveau non plus: la consommation de biens et services culturels augmente significativement avec l'âge, avec le niveau de formation et avec le revenu. Elle est plus intense dans les villes et les agglomérations qu'à la campagne, plus élevée chez les Suisses ou les doubles-nationaux que chez les personnes d'autres nationalités. Elle se montre généralement plus forte en Suisse alémanique qu'en Suisse romande ou italienne.

Toutes ces différences se retrouvent, à quelques pour cent près, quand on mesure le degré de satisfaction dans la vie. Rien de plus normal: la retraite, une formation tertiaire, un revenu supérieur à 100'000 francs par an ouvrent

le choix des possibilités et procurent un certain bien-être.

Alors, l'accès à la culture ajoute-t-il du bonheur ou vient-il simplement confirmer une situation privilégiée? Avons-nous affaire à un simple processus de reproduction de l'une de ces élites que l'on dénonce à l'unisson aux deux extrêmes du spectre politique? L'OFS s'interdit évidemment de telles questions et se contente de faire ce constat: *«Les personnes qui ont une activité culturelle ou de loisirs, quelle qu'elle soit - sans distinguer entre visites ou pratiques à titre privé - sont plus satisfaites de leur vie que celles qui n'en ont pas.»* Dans la mesure où *«pratiques culturelles et satisfaction dans la vie sont souvent couplées aux mêmes caractères sociodémographiques (âge, niveau de formation, etc.), il est probable que ces derniers s'influencent mutuellement»*.

Pour en avoir le cœur statistiquement net, l'OFS a procédé à une analyse permettant de mesurer les rapports entre trois types de variables: le taux de fréquentation d'événements culturels classiques, *«jeunes»* et populaires, le degré de satisfaction dans la vie et la composition du profil sociodémographique des amateurs de culture. Il en ressort que *«les trois groupes d'activités culturelles présentent un rapport positif au degré de satisfaction dans la vie»*. Ce rapport est certes mesurable, mais sans doute beaucoup moins évident que

l'effet de facteurs déterminants tels que l'âge, le revenu, l'état de santé ou la satisfaction concernant le travail ou

l'habitat.

Et voilà comment la statistique

ramène les activités culturelles à leur fonction essentielle: contribuer au bonheur de vivre. Ce qui est déjà beaucoup.

Multinationales responsables: encourager ou imposer?

Le pourquoi d'une initiative populaire lancée par une coalition de 76 organisations

Albert Tille - 04 novembre 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/28363>

La multinationale bâloise Syngenta commercialise dans les pays en développement des pesticides hautement toxiques interdits en Suisse et en Europe. Roche et Novartis testent leurs médicaments dans les populations des pays pauvres.

La Suisse est la terre d'accueil des entreprises du négoce international des matières premières et minières, secteur où règne la [corruption](#), où la multinationale zougnoise Glencore exploite le cuivre zambien et contamine la population par des émanations toxiques.

Le bilan est lourd pour les populations des pays en développement. Et pour l'image de la Suisse.

Le Conseil fédéral multiplie les rapports et les déclarations encourageant la responsabilité sociétale des entreprises ([DP 2099](#)). Mais pour l'heure, aucune norme n'est inscrite dans la loi. On n'impose pas une bonne conduite. On l'encourage.

C'est pour passer des bonnes intentions à l'action que 76 organisations ont lancé en avril 2015 l'[initiative populaire pour des multinationales responsables](#). En six mois, 65'000 signatures ont été récoltées.

L'origine de l'initiative mérite d'être rappelée. En 2014, une commission du Conseil national demande par [motion](#) d'inscrire dans le Code des obligations (CO) un devoir de diligence pour les entreprises en matière de droits humains et d'environnement, selon les directives de l'ONU. Le Conseil fédéral rechigne. Une telle règle existe en Europe, mais avec quelques restrictions. Il ne faut pas être plus précis que nos voisins. Au risque de voir les multinationales moins diligentes quitter la Suisse.

En mars 2015, le Conseil national a fleuré le coup de force. Il a accepté la motion à une voix de majorité. Revenus à la charge, les opposants ont obtenu un nouveau vote et enterré le projet. La voie parlementaire étant bouchée, les ONG et autres

organisations ont pris le détour de l'initiative populaire.

Devant les tribunaux

Le [texte proposé](#) à l'article 101 a de la Constitution, qui imposera notamment la modification du CO, concerne avant tout les activités à l'étranger des entreprises dont le siège est en Suisse. Les ONG qui observent l'action des multinationales dans les pays en développement pourront alors traîner devant les tribunaux suisses ces entreprises si elles ne respectent pas les droits humains ou environnementaux.

La crainte d'un procès médiatisé devrait inciter les multinationales à la prudence. On se rappelle la tempête provoquée, dans les années 70, par le procès fait à Nestlé accusée de tuer des bébés en vendant son lait en poudre dans le tiers-monde ([DP 1456](#)). Nestlé n'avait pas été condamnée parce qu'elle n'avait violé aucune loi suisse, mais les dégâts d'image avaient été lourds.

L'initiative n'est pas un carcan paralysant les entreprises. Elle n'impose pas l'engagement d'une armée de fonctionnaires

fédéraux chargés de contrôler l'activité des entreprises dans le monde. La société civile s'en chargerait. Elle devrait convenir à tous. Et même à

Economiesuisse qui veut des entreprises responsables tout en évitant une réglementation tatillonne.

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur [domainepublic.ch](#) pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

L'UDC dans tous ses attraits

<http://www.gfsbern.ch/de-ch/Detail/wahltagsbefragung-2015>

<http://blog.tagesanzeiger.ch/datenblog/index.php/10810/die-svp-punktet-bei-den-frauen>

<http://www.blick.ch/news/politik/wahlen2015/neuwaehler-sind-rechtswaehler-svp-sieg-dank-frustrierten-und-selten-waehlern-id4275446.html>

<http://www.domainepublic.ch/articles/28050>

Et voici le programme de stabilisation

<https://www.admin.ch/ch/f/pore/rf/cr/2005/20051057.html>

<http://www.domainepublic.ch/articles/27541>

<http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/41385.pdf>

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395/index.html#a126>

<http://dievolkswirtschaft.ch/fr/2009/03/le-mecanisme-de-stabilisation-economique-de-la-confederation/>

La culture, une part de bonheur

http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/dossiers_web/stiglitz/doc-commission/RAPPORT_francais.pdf

http://www.oecdbetterlifeindex.org/media/bli/documents/how_life-2015-sum-fr.pdf

<http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr/countries/suisse-fr/>

<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/news/publikationen.html?publicationID=6750>

Multinationales responsables: encourager ou imposer?

<https://www.swissaid.ch/fr/conference-eiti>

<http://www.domainepublic.ch/articles/28333>

<http://konzern-initiative.ch/?lang=fr>

http://www.parlament.ch/f/suche/Pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20143671

<https://www.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis462t.html>

<http://www.domainepublic.ch/articles/8552>